

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Horizon-ukrainien>

Horizon ukrainien

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : mercredi 5 février 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Jusqu'au plus utopiste activiste de n'importe quel mouvement social européen comprend maintenant le mystère de ce qui a été vu à Kiev : Si la cause est dite « juste », on peut occuper plus de une demie douzaine d'édifices et de sièges ministériels au centre de la capitale, plusieurs sièges régionaux du gouvernement, organiser des escadrons paramilitaires, présenter une forte résistance physique devant les forces anti émeutes, tuer même deux agents et gagner l'applaudissement de l'Union Européenne et même obtenir des résultats : la démission du gouvernement, l'annulation des lois anti émeutes, une amnistie et qui sait des élections anticipées.

Une révolution bénie par la *troïka*

Les batailles rangées sont là-bas de « *braves et pacifiques manifestations* ». Les autorités, et non les citoyens, « *doivent renoncer à la violence* » et abroger « *les lois qui limitent la liberté et les droits* » et leurs revendications doivent être écoutées, Merkel et Bruselam dixit. Et de la parole au geste ; pendant deux mois une trentaine d'hommes politiques polonais, allemands, européens et usaméricains, ont fait acte de présence sur la place de Kiev, donnant de leçons à l'administration locale et prêchant la bonne nouvelle au « *pays qui veut être européen et non russe* », selon les mots de l'obtus sénateur John McCain.

Une nouvelle époque commence-t-elle ? Verrons-nous des hommes politiques russes, biélorusses et ukrainiens appelant à la grève générale à Athènes, approuvant le « ils ne nous représentent pas » à la *Puerta del Sol* ou applaudissant ceux qui lancent des cocktails Molotov à la police dans *l'Occupy Frankfurt* ? Absurde comparaison, sans doute, celle que le Président Poutine suggérerait mardi dernier à Bruxelles. C'est un monde inégal ; Empire et colonie, seigneurs et vassaux, centre et périphérie. L'Union Européenne ne reconnaît ni les formes diplomatiques, ni la souveraineté nationale, ni l'équité la plus élémentaire entre ses membres. Cela les gens le savaient déjà dans les places espagnoles, grecques ou portugaises. Comment allons-nous comparer le capitalisme oligarchique ukrainien à la démocratie occidentale et ses « valeurs européennes » ?

Quand il s'agit de l'Ukraine, tout est possible pour le peuple indigné. C'est le vrai miroir que l'Ukraine offre aux mouvements sociaux en Europe. Jusqu'à prendre d'assaut le Palais d'Hiver, c'est légitime. Tout pourvu d'empêcher, « *la tentative d'implanter un gouvernement autoritaire et le retour à l'orbite impérialiste de la Russie* », ce qui, « *représente un danger pour l'UE, son intégrité morale et peut-être institutionnelle* », remarque le manifeste des intellectuels souscrit par les défenseurs habituels de « *l'interventionnisme humanitaire* » de l'OTAN de Londres, Paris et Varsovie ; Timothy Garton Ash, Mark Leonard, Andre Gluksmann, Bernard Kouchner et les autres.

Entre Belgrade et Athènes

Kiev se trouve ces jours-ci à des coordonnées situées entre le Belgrade des mois de septembre et d'octobre 2000, quand une révolte induite depuis l'extérieur et orchestrée depuis l'OTAN a fait chuter Milosevic, et l'actuelle Athènes des manifestations contre la *troïka* européenne et l'involution néolibérale, qui n'est rien d'autre qu'un frère aîné et parent direct du capitalisme oligarchique postsoviétique.

D'abord, parce qu'empêcher l'intégration de la Russie dans son espace traditionnel est un vecteur fondamental de la politique occidentale depuis le moment même où l'URSS a été dissoute. Empêcher que l'intégration déjà en marche de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan s'étende sur d'autres pays comme l'Ukraine, l'Arménie et la Moldavie, équivaut à une « *la tentative de ressusciter l'URSS* ». Comme la secrétaire d'état US Hilary Clinton l'a dit en décembre 2012, « *les États-Unis ne vont pas permettre la refondation d'une nouvelle version de l'URSS* au

prétexte d'une intégration économique créée sous la contrainte de Moscou ». Mais si ceci est un Empire : quel nom donnons-nous à l'intégration subie par l'Europe de l'Est, les pays ex-soviétiques, et depuis peu, jusqu'au sud de l'Europe, entre le souriant diktat de Bruxelles/Berlin, qui présente en Ukraine des offres d'association sans la moindre possibilité de diverger ni d'absolument rien négocier ? Cette Union Européenne régie par les trois principes de la constitution teutonne (Autorité, Austérité et Inégalité) est elle vraiment un club d'égaux ?

Deuxièmement, parce que le vecteur populaire ukrainien veut un changement vers une société moins corrompue et injuste - et là, la Russie ne peut pas être modèle - qui ne se distingue pas par son impulsion éthique essentielle de celle qui peut exister à Athènes ou dans LE 15-M espagnol. A Kiev repousser le système oligarchique, qui dans sa version présente a bien plus de connexions avec Moscou qu'avec Bruxelles, signifie repousser l'influence russe. Ce sentiment a, de plus, une forte charge nationale indépendantiste dans la moitié de l'Ukraine, dans ces parties du pays qui, dans le passé, ont appartenu à la Pologne et à l'Empire Austro-hongrois et qui à l'heure de choisir entre ses deux puissants voisins, ont toujours choisi les occidentaux. La dernière fois que l'occasion s'est présentée, la Galicie (Lviv, Ivano-Frankovsk, etc.) a préféré Hitler que Staline. Mais c'est seul le tableau identitaire de la moitié de l'Ukraine, et même moins de la moitié. Dans la plus grande et plus peuplée partie du pays, les régions du sud et de l'est, à la fin, ils ont préféré Staline à Hitler.

Consensus ou chaos

La révolte antioligarchique ukrainienne peut avoir une base sociale dans l'ensemble du pays, mais dans sa composante nationale anti-russe, la nation est divisée. L'Ukraine a vécu avec cette identité nationale plurielle, avec ce cœur partagé, d'une façon exemplaire jusqu'à aujourd'hui depuis la dissolution même de l'URSS. Cette vie en commun a été la conséquence d'un consensus raisonnable entre tous les ukrainiens. La marche arrière extraordinaire effectuée cette semaine par la Rada (parlement) de Kiev sur les lois des anti-troubles et ce qui suivra sûrement, avec des votes presque unanimes, reflète ce bon sens. Si l'amalgame ukrainien de révolte libertaire contre la corruption et l'oligarchie, et le bras de fer géopolitique entre l'Occident et la Russie, perd de vue cet équilibre basique, le pays peut entrer dans une dérive chaotique extrêmement dangereuse.

Curieusement ce facteur se comprend instinctivement beaucoup mieux à Moscou - où le fantôme d'une révolte sociale similaire en Russie génère des frissons dans un *establishment* qui tend à voir la conspiration et ne conçoit pas l'autonomie sociale - qu'à Bruxelles ou à Berlin, où ils ne semblent pas comprendre le plus basique, à savoir, que parier pour un maximalisme qui casse cet équilibre essentiel de l'Ukraine ouvre le même scénario irresponsable et criminel qui dans les années quatre-vingt-dix a jeté de l'huile sur le feu de l'implosion sanglante yougoslave.

En Ukraine ni le changement de régime, ni le changement de soumission géopolitique sont possibles sans effusion de sang. Ce fut un vrai miracle que dans l'amalgame chaotique de groupes d'extrême droite militairement organisés, de robustes escadrons citoyens, d'obscurs financements non gouvernementaux, des bandes de *lumpen* et de durs para-policiers en civil travaillant conjointement avec les forces spéciales antiémeutes, on a seulement enregistré six morts, certains d'entre eux si confusément qu'ils sont attribués à une « *troisième force* » qui peut tant se situer au service d'une faction que de l'autre ...

Mais ce miracle ne va pas être éternel, parce que privé d'un accord raisonnable à la base, l'horizon de la manifestation n'est certainement pas la révolution ni le changement de régime, mais la [*smuta*](#), le chaos, trouble de l'histoire slave-orientale, qui en Ukraine a toujours eu des figures beaucoup plus sympathiques et libertaires qu'en Russie, ce qui en fin de comptes affecte peu son résultat toujours violent, chaotique et instable parce que peu durable.

À côté il y a une opposition sans programme ni leaders, qui dans le meilleur des cas représente la moitié occidentale du pays et dispose de l'appui des polonais, des Allemands et des Nord-Américains. Cette scène occupe une troïka formée par trois personnages ; l'ex-boxeur Vitali Klitschko, homme riche et sans expérience qui a été promu depuis Berlin par la chancelière Merkel et la Fondation Konrad Adenauer, l'économiste Arseni Yatseniuk, ex-gouverneur de la banque de l'Ukraine et partisan des recettes économiques de l'UE et du FMI, et le néofasciste Oleg Tyahnybok, chef du parti « *Svoboda* ». Ce mélange d'hommes de droite et de magnats, ne représente pas de changement réel pour la situation sociale du pays, l'une des pires d'Europe. Son unique mérite est géopolitique : il incarne le pari de l'Union Européenne et des États-Unis d'Amérique et les investissements en « *société civile* » réalisés dans le pays depuis plus de vingt ans via ses services secrets et organisations « non gouvernementales ». Le contrôle que ce trio a de la rue est discutable.

De l'autre côté, un gouvernement discrédité et titubant, confronté à une protestation, qui croit devant l'évidence de ses scrupules et hésitations. « *Pas beaucoup de pays ont des forces de sécurité qui tolèrent ce traitement dans une situation similaire* », a clairement dit l'ex-président Leonid Kravchuk. L'actuel président, Viktor Yanukovich est, sans doute, un homme sous pression et parrainé par Moscou, représentant des magnats de l'Est du pays et discrédité. Les défections dans son camp sont manifestes. La population de l'Ukraine sud oriental, où Yanukovich a ses bastions, ne doit pas être très motivée par le président, discrédité devant les uns pour être faible et pusillanime, devant les autres pour la corruption familière qui l'entoure et devant la majorité à cause des deux choses.

Pour tout cela, de par la faiblesse des deux partis, le plus probable est que cette crise se sole par l'un de ces compromis qui ne contente personne ; ni les ukrainiens, ni les « *troisièmes forces* » souterraines en présence. Mais l'alternative à ce scénario serait encore moins stable et, sûrement, beaucoup plus sanglante. L'Ukraine a besoin, en ses deux grands voisins, de stimulations qui modèrent sa crise interne, non qui l'exacerbent. Quant aux ukrainiens, si on les laisse seuls, le plus probable est qu'ils parviennent à un accord raisonnable à minima.

Rafael Poch pour *La Vanguardia*

* **Rafael Poch**, Rafael Poch-de-Feliu (Barcelone, 1956) a été vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou et à Pékin. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). Actuellement correspondant de « *La Vanguardia* » à Berlin.

[La Vanguardia](#). Catalogne, le 30 janvier 2014.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

Complément d'information : « [Ukraine : No pasaran ? et si...](#) ». Guadi Calvo. El Correo, le 4 février 2014.

[El Correo](#). Paris, le 5 février 2014.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité](#) - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported.